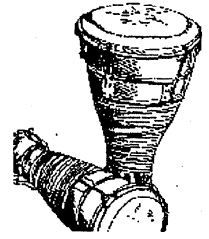




CUBA



D 2067 • Cu1
16-30 Avril 1996

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France • Tél. 72 77 00 26 - Fax 72 40 96 70

MOTS-CLEFS

Politique économique
Crise économique
Socialisme
Capitalisme
Entreprise
Politique
Pluralisme

OÙ VA DONC CUBA ?

Un certain nombre de chercheurs et d'analystes se sont réunis à Cuba du 12 au 14 février 1996 pour s'interroger sur les changements en cours depuis quelques années (essentiellement au plan écono-

mique) et sur leur signification pour l'avenir du modèle cubain. Article d'Orlando Perez S., paru dans ALAI, 15 mars 1996 (Agence latino-américaine d'information, Équateur).

Les transformations que connaît Cuba ces derniers temps provoquent un nombre incalculable de questions dans les différents secteurs de notre continent ; depuis ceux qui sont intéressés à investir dans l'île et à tirer profit de la politique d'ouverture jusqu'aux chercheurs qui voient dans ce phénomène une série de points qui restent sans explication officielle.

Confronté à trouver de façon urgente des solutions aux nécessités et aux difficultés immédiates, le gouvernement de Fidel Castro, au dire de beaucoup de ses dirigeants, "n'a pas encore eu le temps d'évaluer théoriquement l'évolution des cinq dernières années".

Bien plus, exposée aux intempéries et aux menaces constantes, l'idée d'un modèle ou d'un système nouveau reste une tâche pour les chercheurs, lesquels sont, en même temps, "dépassés" par les "défis" quotidiens de l'économie cubaine.

Carlos María Vilas, chercheur à l'Université nationale autonome de Mexico (UNAM) a été direct : "Que reste-t-il du socialisme à Cuba ?" Il pose cette question durant l'atelier "Alternatives de gauche face au néolibéralisme", qui s'est déroulé à La Havane

du 12 au 14 février 1996.

Il y en eut d'autres : "Quel est l'impact de la réforme économique dans le système politique cubain ? Les institutions de la révolution sont-elles épuisées ? Où va donc Cuba ? De quelle manière sont introduits les changements ? Trente chercheurs d'Amérique latine et d'Europe ont analysé différents aspects de la transformation cubaine au cours de ces cinq ans de "période spéciale". "Au coeur de toute la transformation cubaine, il y a le thème politique", a dit Elvira Concheiro, de l'UNAM. "Il s'agit, ajouta-t-elle, d'ouvrir les formes de participation et d'exercice démocratique". E. Concheiro dit que, "nous Mexicains, nous savons ce que signifie parler pendant des décennies de la révolution sans que cela représente quoi que ce soit, parce que les révolutions ne sont pas un mouvement éternel, elles s'institutionnalisent et perdent leur aptitude à la participation collective".

Et elle demande : "Jusqu'à où les institutions cubaines se sont-elles épuisées et ont-elles perdu cette large participation de la population dans la prise des décisions fondamentales pour ce pays ?"

Manuel Monereo, de la Fondation de recherches marxistes, dont le siège est à Madrid, a reconnu l'intérêt des Cubains

pour envisager, de façon approfondie, l'accès de la population au Parlement de l'île au moyen d'un vote direct et secret. Mais il doute que le système politique cubain tel qu'il est aujourd'hui puisse répondre à la complexité des changements économiques et sociaux survenus ces dernières années. "Aujourd'hui, par exemple, naît un pouvoir économique qui peut être indépendant du pouvoir politique et non pas nécessairement aligné sur ses règles", remarque-t-il et il ajoute finalement : "Pour sa propre gouvernabilité, peut-on accepter un appareil étatique qui réponde à des circonstances totalement différentes ? Quelle est aujourd'hui la situation réelle de la machine étatique et quel est le rôle du PCC, son fonctionnement interne et le degré d'adhésion militante ?".

Emir Sader, de l'Université de São Paulo, manifeste son étonnement devant un discours qui nie toute révision du passé socialiste de Cuba. "Nous sommes fils de notre passé. Il faut en tenir compte pour nous projeter vers l'avenir, mais ce n'est pas suffisant de dire que ce socialisme est si original et si particulier que nous ne devons pas le critiquer".

De plus, il exhorte à rompre avec les dogmes que Cuba a partagés avec les

autres pays du socialisme réel. "50 % de la population cubaine est composée de jeunes qui sont nés après la révolution et qui ont étudié dans les manuels du marxisme soviétique. Cette population veut qu'on lui explique ce qui s'est passé, parce que l'on applique à présent des mesures que l'on critiquait auparavant", dit-il. "Cependant, ajoute-t-il, le débat se déroule uniquement dans les milieux universitaires ou dans des secteurs marginaux de la population."

La réponse cubaine

Enfermés dans un débat qui ne prend une place importante ni dans les moyens de communication ni dans le Parlement de l'île, les Cubains analysent quotidiennement les effets de la crise (commencée bien avant 1990 mais devenue plus aiguë avec la chute du socialisme réel) et les moyens de la surmonter. Au centre de ce débat, il y a sans aucun doute la possibilité de "sauver" ce qu'il y a de bon dans le socialisme.

"L'économie en est venue à avoir une grande importance pendant cette période, mais ce n'est qu'en regardant la question de manière étroite que l'on peut dire que l'économie occupe une place prépondérante. Dans toute cette discussion, il y a un contenu politique fondamental, extraordinairement important. Je dirais que, indépendamment du point de vue des dirigeants économiques, il y a à Cuba une période essentiellement politique", dit Julio Carranza, du Centre des études d'Amérique (CEA) qui a organisé la rencontre.

Selon Carranza, pour les dirigeants de l'économie cubaine, les conditions actuelles "interdisent toute possibilité de prévision". La comparaison qu'ils emploient est très parlante : "La route est très irrégulière, aussi lorsque nous atteignons un virage nous regardons le suivant et nous nous donnons ainsi une orientation qui garantit le développement des variantes fondamentales".

Pour Carranza le facteur politique a une importance essentielle "parce que dans la mesure où des processus ont échappé au contrôle de la politique économique, de puissants mouvements de concentration de richesses ont eu lieu qui, bien qu'aujourd'hui ils ne constituent pas fondamentalement un facteur de différentia-

tion sociale, pourraient devenir un élément politiquement compliqué s'ils n'étaient pas corrigés à temps."

Dans ce but, le chercheur du CEA propose que l'on mette fin à la dualité monétaire en vigueur à Cuba (l'offre des produits en dollars et en pesos avec les conséquences immédiates sur la possibilité pour la grande majorité d'avoir accès à ces biens) pour éviter "la désintégration de la société".

De plus, il suggère que soit accélérée la réforme de l'entreprise en raison de ses "implications politiques considérables". Et il argumente : "Les conditions actuelles du pays empêchent de maintenir un secteur étatisé de la taille de celui que nous avons auparavant, qui était la garantie du plein emploi atteint pendant de nombreuses années à Cuba, mais sur la base d'un haut niveau de sous-occupation, qu'il était possible d'accepter économiquement à cause d'une balance extérieure très favorable qui permettait de transférer, par différents circuits, des excédents économiques des pays alliés de l'Europe de l'Est jusqu'ici".

Carranza considère que la "rupture de cette relation empêche d'avoir le plein emploi pour objectif de la même manière qu'auparavant. Il nous faut admettre de façon structurelle que dans les conditions actuelles de cette économie il n'y a pas d'emploi pour tout le monde. C'est une donnée de la réalité". Aussi, une réponse non capitaliste à ce problème passe par une réforme de l'entreprise qui modifie la taille du secteur étatique de l'économie et son mode de fonctionnement, qui crée un secteur non étatique, avec de nouvelles formes de propriété, pour garantir dans ce nouveau contexte l'hégémonie de la propriété sociale".

Haroldo Villa, également du CEA, remarque qu'il y a à Cuba des expériences hybrides dont l'efficacité reste encore à prouver : un ajustement économique qui n'élimine pas les bénéfices sociaux de la révolution (santé, éducation, sécurité sociale) ; une désétatisation de la terre qui n'aboutisse pas à la propriété privée (coopératives de production avec des terres en "dépôt") ; une décentralisation de la gestion des entreprises qui ne renonce pas au pouvoir de l'État comme gestionnaire et propriétaire principal des biens de la nation, etc.

Il se prononce contre le multipartisme "qui en d'autres pays n'a pas résolu le problème de la démocratie", mais il critique aussi le comportement du Parti communiste cubain (PCC), parti unique, au pouvoir dans l'île. Il dit : "Le PCC doit se démocratiser et représenter les différents intérêts sociaux de la nation. Il s'agit qu'il redevienne une avant-garde, et retrouve ce don naturel qui permet de faire de la politique avec le peuple".

Pour Juan Valdez, du CEA, la solution des graves problèmes qui assaillent Cuba passe inévitablement par la solution de son différend avec les États-Unis.

Les deux invariants

En tout cas, le débat sur l'avenir de Cuba est soumis à deux invariants : la décision irrévocable du gouvernement de Fidel Castro d'avancer dans la réforme économique en garantissant une sécurité sociale minima et la volonté de ne pas réformer le système politique aussi longtemps que se maintiendra la menace des États-Unis d'exercer un blocus économique sur l'île et d'encourager la déstabilisation interne.

Sur le premier point, les analystes ont conclu que sans un programme défini il n'y aurait pas d'avenir pour les variantes possibles qui vont d'une plus grande participation du secteur privé de l'économie jusqu'au renforcement des investissements étrangers comme moyen d'obtenir du capital, de la technologie et un marché. Tout ceci sans écarter la possibilité de crédits du Fonds monétaire international ou de la Banque mondiale, dans la perspective d'une fin éventuelle du blocus nord-américain ou d'une pression de l'Union européenne sur ces organismes. Sur le second point, celui qui est le moins débattu à Cuba selon l'avis de beaucoup, le dernier mot revient aux dirigeants de la Révolution. Comme l'a dit en diverses occasions le président Castro, le système du parti unique "nous va bien et nous n'avons aucune raison d'en changer". Cependant, ce qui n'a toujours pas été discuté, c'est comment il est possible de "socialiser le débat et la participation" sans avoir recours au multipartisme.

Traduction DIAL. En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.